



3003 Berne, le 22 septembre 2022

Aéroport de Genève

Approbation des plans

Base REGA. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère et base de vie provisoire.

A. En fait

1. De la demande

1.1 Dépôt de la demande

Le 30 mars 2022, l'Aéroport International de Genève (AIG), (ci-après : le requérant), exploitant de l'aéroport de Genève, a déposé auprès de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), à l'attention du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), une demande d'approbation des plans pour l'adaptation du hangar au nouvel hélicoptère de la REGA et l'installation d'une base de vie provisoire.

1.2 Description du projet

Le projet consiste en l'agrandissement de la porte du hangar utilisé par la REGA, ainsi qu'en l'optimisation de trois locaux situés dans le hangar, la reconstruction de la station d'avitaillement, l'installation provisoire de deux porta-cabines derrière le hangar H3 (base de vie provisoire) et le positionnement d'une citerne provisoire à côté du hangar H3.

1.3 Justification du projet

Le projet est justifié par le requérant comme permettant de rendre le hangar accessible à l'hélicoptère Airbus H145, qui sera désormais utilisé dans le cadre des missions de la base REGA 15 et qui remplacera l'actuel H135, aux dimensions plus réduites.

L'installation d'une base de vie provisoire permettra à la base hélicoptère de continuer de fonctionner pendant les différentes phases de travaux prévues dans le contexte de ce chantier.

1.4 Contenu de la demande

Les documents qui composent la demande du 30 mars 2022 sont les suivants :

- Lettre de demande du requérant du 30 mars 2022 ;
- Un dossier de demande d'approbation des plans composé des documents suivants :
 - Document de base « Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 28 mars 2022 ;
 - Dossier technique « Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 28 mars 2022,

accompagné des annexes suivantes :

- Courrier d'explication du projet, adressé à l'Office des autorisations de construire du canton de Genève, Kompis architectes, 9 mars 2022 ;
- Formulaire de demande d'autorisation de construire du Canton de Genève, daté de mars 2022 ;
- Formulaire « Bâtiment transformation (B07) » du Canton de Genève, sans date ;
- Formulaire d'auto-évaluation des entreprises du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Formulaire OCIRT, daté du 28 février 2023 (*recte* 2022) ;
- Extrait du plan cadastral, hangar 1, parcelle n° 14692, Meyrin, 1 :500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait du plan cadastral, hangar 3, parcelle n° 14692, Meyrin, 1 :500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait du plan de base, parcelle n°14692, Meyrin, 1 :2'500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait de la mensuration officielle et du registre foncier du Canton de Genève, Meyrin, parcelle n° 14692, Plan n^{os} 67 et 68, DDP n° 14711, daté du 21 février 2022 ;
- Document « Diagnostic amiante, PCB, plomb, HAP et HBCD avant travaux », daté du 26 janvier 2022 ;
- Formulaire « Attestation substances dangereuses (G01) » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Document « Environnement – MIE. Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 14 mars 2022 ;
- Formulaire « Gestion et évacuation des eaux des biens-fonds » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Formulaire « Sécurité - Incendie (O01) » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Rapport expertise SI « Réaménagement du hangar de la REGA. Aire Nord / H1 », daté du 16 février 2022 ;
- Plans « 022-REG – Hangar REGA – parcelle n° 14692 », n^{os} 100, 101, 200 à 207, approuvés par l'OCIRT en date du 8 mars 2022 ;
- Document « Interférences sur les installations de communication et de navigation du contrôle aérien. Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation de la TLOF et du tarmac au nouvel hélicoptère. Projet 210036 », daté du 14 mars 2022 ;
- Document « LSGG : Land Use Assessment /PANS OPS. Project REGA 15 – new hangar », Skyguide, daté du 28 février 2022;
- Courriel de Sales & Marketing, Skyguide, concernant le « Projet REGA 15, adaptation de la TLOF et du tarmac au nouvel hélicoptère, adaptation du hangar, projet 210036 », daté du 8 mars 2022 ;

- Security assessment, daté du 7 septembre 2021 ;
- Document « Impacts opérationnels et Safety Assessment. Opérations REGA au H3 », daté du 22 mars 2022 ;
- Fiche technique « Vollfläche LED – Leuchte Typ IL554D vers. 2 », sans date ;
- Fiche technique « Windrichtungs-anzeiger Typ 490-1 », sans date;
- Document « Energiestudie », daté de janvier 2019;
- Fiche technique «LED Strahler 200W, 100W, 50 W und 30 W», sans date;
- Dossier pour examen spécifique à l'aviation, daté de mars 2022 ;
- Plan de situation hangar, n° 100, 1 :500, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan de situation base de vie provisoire, n° 101, 1 :500, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « installation de chantier », n° 200, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « rez-de-chaussée », n° 201, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « 1^{er} étage », n° 202, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « toiture », n° 203, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « coupes AA – BB – CC », n° 204, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « élévations », n° 205, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « Base de vie et parking base vie provisoire Swiftcopter », n° 206, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « base de vie provisoire », n° 207.00, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan de canalisation hangar, n° K01, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « surface connectée, non-connectée, zone infiltration », n° K03, 1 :200, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « sécurité incendie_rez-de-chaussée », n° 001, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « sécurité incendie_1^{er} étage », n° 001, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
- Plan « REGA. Situation TLOF H145. Limitation d'obstacles avec FATO », n° 210036_102-A, 1 :200, daté du 1^{er} février 2022 ;
- Plan « REGA. Station d'avitaillement provisoire. H3 », n° 210036_103, 1.200, daté du 22 février 2022.

1.5 *Coordination du projet et de l'exploitation*

Le projet de construction n'a pas d'effets significatifs sur l'exploitation de l'aérodrome de sorte que le règlement d'exploitation n'est pas modifié.

1.6 *Droits réels*

Le requérant dispose des droits réels nécessaires sur les biens-fonds concernés par le projet.

2. De l'instruction

2.1 Consultation, publication et mise à l'enquête publique

L'instruction liée à la présente demande d'approbation des plans est menée par l'OFAC pour le compte du DETEC.

Dans le cadre de cette procédure, l'OFAC a consulté ses services internes.

En date du 10 mai 2022, le Canton de Genève, soit pour lui le Département du territoire (DT) du Canton de Genève, a été appelé à se prononcer. L'Office des autorisations de construire (OAC) a assuré la coordination de la procédure en sollicitant les commentaires des services cantonaux impliqués.

L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) n'a pas été consulté dans le cadre de la présente procédure, conformément au ch. 1.1 let. c et d de l'Annexe de l'Accord du 29 janvier 2018 qui lie ledit Office et l'OFAC.

La demande d'approbation des plans n'a pas été mise à l'enquête publique. Partant, aucun avis n'a été publié, ni dans la Feuille d'avis officielle du Canton de Genève (FAO) ni dans la Feuille fédérale (FF).

2.2 Prises de position

Les prises de position suivantes ont été reçues :

- Office des autorisations de construire, préavis de synthèse du 15 juin 2022 comprenant les préavis des services cantonaux spécialisés suivants :
 - Office cantonal de l'environnement (SABRA), préavis du 8 juin 2022 ;
 - Office cantonal de l'eau, préavis du 3 juin 2022 ;
 - Office cantonal de l'énergie, courriel du 3 juin 2022 ;
 - Commune de Meyrin, préavis du 24 mai 2022 ;
 - Office cantonal des bâtiments, note de service du 17 mai 2022 ;
 - Police du feu, préavis du 2 mai 2022 ;
 - Office de l'urbanisme, préavis du 25 avril 2022 ;
 - Office des autorisations de construire, préavis du 25 avril 2022.
- OFAC, examen spécifique à l'aviation du 20 juillet 2022.

2.3 Observations finales

Les prises de position citées ci-dessus – contenant les exigences à respecter pour réaliser le projet – ont été transmises au requérant qui, en date du 9 août 2022 a été invité à formuler ses observations. Le 26 août 2022, le requérant a informé l'OFAC qu'il n'avait pas de commentaire particulier à formuler. L'instruction du dossier s'est

achevée ce même jour.

B. En droit

1. A la forme

1.1 Autorité compétente

Selon l'art. 37 al. 1 de la loi fédérale sur l'aviation (LA ; RS 748.0), les constructions et installations servant exclusivement ou principalement à l'exploitation d'un aérodrome (installations d'aérodrome) ne peuvent être mises en place ou modifiées que si les plans du projet ont été approuvés par l'autorité compétente. L'art. 2 de l'ordonnance sur l'infrastructure aéronautique (OSIA ; RS 748.131.1) précise que les installations d'aérodrome sont des constructions et installations qui, du point de vue local et fonctionnel, font partie de l'aérodrome en raison de son affectation inscrite dans le Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) et servent à son exploitation réglementaire et ordonnée. L'art. 37 al. 2 LA désigne le DETEC comme autorité chargée d'approuver les plans pour les aéroports (aérodrome dont l'exploitation se fait en vertu d'une concession au sens de l'art. 36a al. 1 LA).

Dans le cas présent, le projet vise à adapter un hangar existant aux dimensions d'un nouvel hélicoptère, à optimiser les locaux situés dans le hangar, à reconstruire la station d'avitaillement et à installer une base de vie provisoire. Dans la mesure où ces installations servent à l'exploitation d'un aérodrome, il s'agit d'installations d'aérodrome dont la mise en place doit être approuvée par l'autorité compétente qui est, en l'occurrence, le DETEC car l'infrastructure aéronautique de Genève est exploitée en vertu d'une concession.

1.2 Procédure applicable

La procédure d'approbation des plans est réglée aux art. 37 ss LA ainsi qu'aux art. 27a ss OSIA.

Conformément à l'art. 37 al. 3 LA, la procédure d'approbation des plans couvre toutes les autorisations prescrites par le droit fédéral. Il s'agit donc d'une procédure fondée sur le principe de concentration au sens de l'art. 62a de la loi fédérale sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA ; RS 172.010). A noter que, selon l'art. 37 al. 4 LA, aucune autorisation ni aucun plan relevant du droit cantonal ne sont requis.

La procédure ordinaire d'approbation des plans est régie aux art. 37 à 37h LA ainsi qu'aux art. 27a à 27h OSIA. Cette procédure prévoit spécifiquement une mise à l'enquête publique de la demande pendant 30 jours par avis à publier dans les organes officiels des cantons et des communes concernés. La procédure simplifiée,

quant à elle, est régie notamment à l'art. 37i LA. Elle ne prévoit pas de mise à l'enquête publique mais ne s'applique qu'à certaines conditions. Il est notamment nécessaire que le projet en cause n'affecte qu'un espace limité, ne concerne qu'un nombre restreint et bien défini de personnes, n'ait qu'un effet minime sur l'environnement et n'altère pas sensiblement l'aspect extérieur du site. Cette procédure s'applique par ailleurs également aux installations qui seront démontées après trois ans au plus.

En l'occurrence, la réalisation des interventions du projet n'affecte qu'une partie restreinte d'un bâtiment déjà existant et ne modifie pas l'aspect extérieur du site, de plus, l'installation de deux porta-cabines est provisoire. Les conditions pour appliquer la procédure simplifiée sont partant respectées et ce type de procédure peut être appliquée.

1.3 *Coordination avec l'approbation du règlement d'exploitation*

En vertu de l'art. 27c al. 1 OSIA, lorsque les aspects opérationnels de l'aérodrome sont touchés par un projet de construction, ils doivent également faire l'objet d'un examen dans la procédure d'approbation des plans. L'al. 2 de cet article précise que s'il apparaît qu'une installation faisant l'objet d'une demande d'approbation des plans ne peut être utilisée judicieusement que si le règlement d'exploitation est modifié, la procédure relative à ce dernier doit être coordonnée avec celle d'approbation des plans.

En l'occurrence, il apparaît que l'exploitation du présent projet sera possible sans devoir modifier le règlement d'exploitation actuellement en vigueur et que la présente décision contient l'ensemble des prescriptions à ce sujet. Ainsi, une modification du règlement d'exploitation n'est pas nécessaire.

2. Au fond

2.1 *Conditions d'approbation*

En vertu de l'art. 27d al. 1 OSIA, les plans sont approuvés par l'autorité compétente lorsque le projet est conforme aux objectifs et aux exigences du PSIA et lorsqu'il satisfait aux exigences du droit fédéral, notamment celles spécifiques à l'aviation, techniques, ainsi qu'à l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement, de la nature et du paysage. A noter que, conformément à l'art. 27d al. 2 OSIA, les propositions fondées sur le droit cantonal ne sont prises en considération que si elles n'entravent pas de manière excessive la construction ni l'exploitation de l'aérodrome.

La conformité du projet aux exigences précitées a été examinée par les autorités spécialisées qui ont émis un avis. En application de l'art. 27e OSIA, il incombe à l'autorité de céans d'évaluer leurs avis et de statuer sur les oppositions le cas échéant. Cette évaluation est explicitée ci-après.

2.2 *Justification*

La justification donnée par le requérant est pertinente (cf. ci-dessus point A.1.3 « Justification du projet »). Elle est acceptée.

2.3 *Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique*

Le PSIA est l'instrument de planification et de coordination de la Confédération pour l'aviation civile. Il se compose de deux parties : la partie conceptuelle – approuvée par le Conseil fédéral le 26 février 2020 – qui présente les exigences et objectifs généraux, ainsi que la partie exigences et objectifs par installation incluant les fiches détaillées pour chaque aérodrome. La fiche PSIA de l'aéroport de Genève a été adoptée par le Conseil fédéral le 14 novembre 2018. Elle conserve sa validité au-delà de l'adoption de la nouvelle partie conceptuelle.

Le présent projet est sans incidence sur les éléments fixés dans la fiche PSIA précitée, notamment l'exposition au bruit lié à l'installation, la surface de limitation d'obstacles et le périmètre d'aérodrome. Il concorde en outre avec le cadre général fixé par le PSIA.

Le projet est ainsi conforme au PSIA dans sa globalité.

2.4 *Responsabilité de l'exploitant*

Au sens de l'art. 3 al. 1 OSIA, les aérodromes sont aménagés, organisés et gérés de façon à ce que l'exploitation soit ordonnée et que la sécurité des personnes et des biens soit toujours assurée. Le concessionnaire est chargé de vérifier que l'infrastructure mise à disposition le permette et, conformément à l'art. 10 al. 1 OSIA, que l'exploitation en soit sûre et rationnelle.

2.5 *Exigences spécifiques à l'aviation*

Les demandes d'approbation des plans sont approuvées lorsque les exigences spécifiques à l'aviation sont respectées et les conditions permettant de garantir la sécurité sont remplies.

Dans ce cadre, il convient d'effectuer un examen spécifique à l'aviation principalement en termes de conception et d'exploitation aéroportuaires et au regard

des règlements (UE) n° 2018/1139 et (UE) n° 139/2014, en particulier des *Certification Specifications and Guidance Material for Aerodromes Design* de l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne AESA (CS ADR-DSN - Issue 4, 8 décembre 2017).

Dans le cadre de cette compétence, l'OFAC a effectué un examen spécifique à l'aviation en date du 20 juillet 2022 dans lequel il a formulé certaines exigences. Cet examen est annexé à la présente décision. Dans le cadre des observations finales, ces exigences ont été transmises au requérant qui ne les a pas contestées. Le DETEC les estime justifiées et proportionnées : elles sont ainsi intégrées au dispositif de la présente décision, sous forme de charges.

De plus, Skyguide a été consulté et confirme que le projet n'a pas d'influence sur ses activités, ni sur les installations de la navigation aérienne.

2.6 *Exigences liées à l'aménagement du territoire*

Tout projet doit être non seulement conforme aux exigences du PSIA mais également s'intégrer dans la planification régionale et locale, compte tenu des intérêts de la population et de l'économie. En l'occurrence, l'objet de la présente demande vise la construction d'installations entièrement situées dans la zone aéroportuaire. Le projet est conforme à la planification cantonale et à l'aménagement local.

2.7 *Exigences techniques cantonales*

La conformité du projet aux normes cantonales applicables a été examinée par les autorités cantonales genevoises qui ont formulé diverses exigences. Ces dernières n'ont pas été contestées par le requérant dans le cadre de ses observations finales. Elles sont listées ci-dessous. Le DETEC les estime justifiées et proportionnées : elles sont intégrées au dispositif de la présente décision, sous forme de charges.

L'Office cantonal de l'Eau (OCEau) a formulé l'exigence suivante :

- Evacuer les eaux de purge du boiler dans le réseau d'eaux usées.

Les exigences de la Police du feu sont détaillées comme suit :

- Les mesures définies dans le questionnaire de sécurité incendie et sur les plans doivent être respectées. Pour le surplus, les conditions ci-dessous devront être réalisées.
- Le projet présenté correspond à un degré d'assurance qualité n° 1. Durant tout le processus de planification et de réalisation des travaux, le projet devra être suivi et géré par un responsable en protection incendie. Monsieur Bommelaer sera le premier interlocuteur de l'autorité de protection incendie, et veillera au respect de l'application des prescriptions de l'AEAI, et des demandes de la

Police du Feu.

- Tout changement du responsable en assurance qualité (RAQ), notamment entre le dépôt de la requête en autorisation de construire et l'exécution des travaux doit être annoncé. La page 2 du formulaire de sécurité incendie O01 devra être complétée, signée par le nouveau RAQ et transmise à la police du feu ainsi qu'à l'office des autorisations de construire (OAC). Dans le cas contraire le RAQ préalablement annoncé sera responsable du dossier jusqu'à la fin du chantier.
- Pour les dossiers soumis à l'art. 7 LCI, la déclaration de conformité ci-dessus sera remise avec l'attestation globale de conformité.
- Les mesures de protection incendie existantes ou exigées selon la norme et les directives de l'AEAI (édition 2015), relatives en matière de construction, d'équipement et d'utilisation, telles que par exemple : le compartimentage des gaines techniques, l'éclairage de sécurité, (éclairage de secours), la signalisation des voies d'évacuation, les clapets coupe-feu, les moyens d'extinction, extincteurs, etc., la détection incendie, seront adaptées à la nouvelle configuration des locaux.

L'Office des autorisations de construire a formulé les exigences suivantes :

- Des ventilations doivent être créées pour les sanitaires et cuisine.
- Les allèges, barrières et garde-corps doivent être conformes à l'article 50 du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses, du 27 février 1978 (L 5 05 01).

2.8 *Autres exigences*

La réalisation du projet se fera conformément aux plans approuvés.

L'Office des autorisations de construire du Canton de Genève devra être informé de toute modification, même mineure, apportée au projet. D'éventuelles modifications plus importantes devront être soumises à l'approbation du DETEC.

Le début de la construction ainsi que la fin des travaux seront impérativement annoncés à la section Plan sectoriel et installations de l'OFAC, pour le compte du DETEC, ainsi qu'à l'autorité cantonale compétente, 10 jours avant le début des travaux, respectivement 10 jours après la fin de ceux-ci.

La prise en compte et l'application des exigences cantonales seront vérifiées par les instances cantonales concernées. Le cas échéant, ces dernières appliqueront leurs propres taxes et tarifs en vigueur.

À noter que les autorités communale et cantonales ayant pris position (cf. ci-dessus point A.2.2 « Prises de position ») et qui n'ont pas été citées au point B.2.7, n'ont pas formulé d'exigence.

En cas de divergence entre les unités spécialisées et la requérante, le DETEC doit être mis au courant. Ce dernier statue.

Les installations provisoires autorisées dans la présente décision doivent être démontées après trois ans au plus.

2.9 Conclusion

La réalisation de travaux sur un aéroport doit être faite conformément à la législation relative à la sécurité de l'aviation ainsi qu'à celle de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement, de la nature et du paysage. L'analyse matérielle de l'objet de la présente demande n'a révélé aucun indice permettant d'affirmer que la réalisation de ces travaux contreviendrait aux dispositions pertinentes. Les prises de position des autorités fédérales et cantonales concernées ne font pas mention d'objections au projet et n'invoquent aucune violation des dispositions du droit fédéral ou cantonal. Par conséquent, le projet de construction remplit les prescriptions légales relatives à l'approbation des plans. Sous réserve des exigences susmentionnées, l'approbation des plans peut être octroyée.

3. Des émoluments

Les émoluments relatifs à l'approbation des plans s'établissent en conformité avec les art. 3, 5 et 49 al. 1 let. d de l'ordonnance du 28 septembre 2007 sur les émoluments de l'OFAC (OEmol-OFAC ; RS 748.112.11) et sont mis à la charge du requérant. En vertu de l'art. 13 OEmol-OFAC, les émoluments relatifs à la présente décision seront fixés dans une décision ultérieure de l'OFAC.

Les émoluments liés à la surveillance des charges seront facturés de manière indépendante.

4. De la délégation de signature

En vertu de l'art. 49 LOGA, le chef de département peut déléguer la compétence de signer certains documents en son nom. En l'occurrence, par délégation du 3 janvier 2019, Madame la Cheffe du DETEC Simonetta Sommaruga a autorisé les membres de la direction de l'OFAC à signer des décisions d'approbation des plans visées à l'art. 37 al. 2 let. a LA.

En application de cette délégation, la présente décision sera ainsi signée par la Vice-directrice de l'OFAC.

5. De la notification et de la communication

La décision est notifiée sous pli recommandé au requérant. Par ailleurs, une copie est adressée par courriel aux autorités fédérales et cantonales concernées.

La présente décision n'est publiée ni dans la FF, ni dans la FAO.

C. Décision

Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication,

vu la demande du 30 mars 2022 de l'Aéroport International de Genève (AIG),

décide l'approbation des plans en vue de l'adaptation du hangar utilisé par la REGA au nouvel hélicoptère et de la réalisation d'une base de vie provisoire.

1. De la portée

Plans approuvés

L'approbation des plans autorise l'AIG, sous réserve des exigences mentionnées ci-après, à réaliser les travaux en vue de procéder aux aménagements tels qu'ils sont décrits dans le dossier fourni au DETEC et constitué des documents suivants :

- Document de base « Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 28 mars 2022 ;
- Dossier technique « Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 28 mars 2022 ;
- Formulaire de demande d'autorisation de construire du Canton de Genève, daté de mars 2022 ;
- Formulaire « Bâtiment transformation (B07) » du Canton de Genève, sans date ;
- Formulaire d'auto-évaluation des entreprises du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Formulaire OCIRT, daté du 28 février 2023 (*recte* 2022) ;
- Extrait du plan cadastral, hangar 1, parcelle n° 14692, Meyrin, 1 :500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait du plan cadastral, hangar 3, parcelle n° 14692, Meyrin, 1 :500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait du plan de base, parcelle n°14692, Meyrin, 1 :2'500, daté du 24 février 2022 ;
- Extrait de la mensuration officielle et du registre foncier du Canton de Genève, Meyrin, parcelle n° 14692, Plan n°s 67 et 68, DDP n° 14711, daté du 21 février 2022 ;
- Document « Diagnostic amiante, PCB, plomb, HAP et HBCD avant travaux », daté du 26 janvier 2022 ;
- Formulaire « Attestation substances dangereuses (G01) » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
- Document « Environnement – MIE. Demande d'approbation des plans, Base

- REGA 15. Adaptation du hangar au nouvel hélicoptère », daté du 14 mars 2022 ;
- Formulaire « Gestion et évacuation des eaux des biens-fonds » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
 - Formulaire « Sécurité - Incendie (O01) » du Canton de Genève, daté du 28 février 2022 ;
 - Rapport expertise SI « Réaménagement du hangar de la REGA. Aire Nord / H1 », daté du 16 février 2022 ;
 - Plans « 022-REG – Hangar REGA – parcelle n° 14692 », n^{os} 100, 101, 200-207, approuvés par l'OCIRT en date du 8 mars 2022 ;
 - Document « Interférences sur les installations de communication et de navigation du contrôle aérien. Demande d'approbation des plans, Base REGA 15. Adaptation de la TLOF et du tarmac au nouvel hélicoptère. Projet 210036 », daté du 14 mars 2022 ;
 - Document « LSGG : Land Use Assessment /PANS OPS. Project REGA 15 – new hangar », Skyguide, daté du 28 février 2022;
 - Security assessment, daté du 7 septembre 2021 ;
 - Document « Impacts opérationnels et Safety assessment. Opérations REGA au H3 », daté du 22 mars 2022 ;
 - Fiche technique « Vollfläche LED – Leuchte Typ IL554D vers. 2 », sans date ;
 - Fiche technique « Windrichtungs-anzeiger Typ 490-1 », sans date;
 - Document « Energiestudie », daté de janvier 2019;
 - Fiche technique «LED Strahler 200W, 100W, 50 W und 30 W», sans date;
 - Dossier pour examen spécifique à l'aviation, daté de mars 2022 ;
 - Plan de situation hangar, n° 100, 1 :500, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan de situation base de vie provisoire, n° 101, 1 :500, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « installation de chantier », n° 200, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « rez-de-chaussée », n° 201, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « 1^{er} étage », n° 202, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « toiture », n° 203, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « coupes AA – BB- CC », n° 204, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « élévations », n° 205, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « Base de vie et parking base vie provisoire Swiftcopter », n° 206, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « base de vie provisoire », n° 207.00, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan de canalisation hangar, n° K01, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « surface connectée, non-connectée, zone infiltration », n° K03, 1 :200, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « sécurité incendie _rez-de-chaussée », n° 001, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « sécurité incendie _1^{er} étage », n° 001, 1 :100, daté du 7 mars 2022 ;
 - Plan « REGA. Situation TLOF H145. Limitation d'obstacles avec FATO », n° 210036_102-A, 1 :200, daté du 1^{er} février 2022 ;
 - Plan « REGA. Station d'avitaillement provisoire. H3 », n° 210036_103, 1.200,

daté du 22 février 2022.

2. Des charges

Les charges formulées ci-dessous devront être respectées. Aucune autre exigence spécifique fédérale, cantonale ou communale n'est liée au présent projet de construction.

2.1 Exigences spécifiques à l'aviation

- Les exigences n° 1 à 12 formulées dans l'examen spécifique à l'aviation du 20 juillet 2022, annexé à la présente décision, devront être respectées

2.2 Exigences techniques cantonales

- Evacuer les eaux de purge du boiler dans le réseau d'eaux usées.
- Les mesures définies dans le questionnaire de sécurité incendie et sur les plans doivent être respectées. Pour le surplus, les conditions ci-dessous devront être réalisées.
- Le projet présenté correspond à un degré d'assurance qualité n° 1. Durant tout le processus de planification et de réalisation des travaux, le projet devra être suivi et géré par un responsable en protection incendie. Monsieur Bommelaer sera le premier interlocuteur de l'autorité de protection incendie, et veillera au respect de l'application des prescriptions de l'AEAI, et des demandes de la Police du Feu.
- Tout changement du responsable en assurance qualité (RAQ), notamment entre le dépôt de la requête en autorisation de construire et l'exécution des travaux doit être annoncé. La page 2 du formulaire de sécurité incendie O01 devra être complétée, signée par le nouveau RAQ et transmise à la police du feu ainsi qu'à l'office des autorisations de construire (OAC). Dans le cas contraire le RAQ préalablement annoncé sera responsable du dossier jusqu'à la fin du chantier.
- Pour les dossiers soumis à l'art. 7 LCI, la déclaration de conformité ci-dessus sera remise avec l'attestation globale de conformité.
- Les mesures de protection incendie existantes ou exigées selon la norme et les directives de l'AEAI (édition 2015), relatives en matière de construction, d'équipement et d'utilisation, telles que par exemple : le compartimentage des gaines techniques, l'éclairage de sécurité, (éclairage de secours), la signalisation des voies d'évacuation, les clapets coupe-feu, les moyens d'extinction, extincteurs, etc., la détection incendie, seront adaptées à la nouvelle configuration des locaux.
- Des ventilations doivent être créées pour les sanitaires et cuisine.
- Les allèges, barrières et garde-corps doivent être conformes à l'article 50 du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses,

du 27 février 978 (L 5 05 01).

2.3 *Autres exigences*

- La réalisation du projet se fera conformément aux plans approuvés.
- L'Office des autorisations de construire du Canton de Genève devra être informé de toute modification, même mineure, apportée au projet. D'éventuelles modifications plus importantes devront être soumises à l'approbation du DETEC.
- Le début de la construction ainsi que la fin des travaux seront impérativement annoncés à la section Plan sectoriel et installations de l'OFAC, pour le compte du DETEC, ainsi qu'à l'autorité cantonale compétente, 10 jours avant le début des travaux, respectivement 10 jours après la fin de ceux-ci.
- En vertu de l'art. 3b OSIA, la prise en compte et l'application des exigences cantonales seront vérifiées par les instances cantonales concernées. Le cas échéant, ces dernières appliqueront leurs propres taxes et tarifs en vigueur.
- En cas de divergence entre les unités spécialisées et le requérant, le DETEC doit être mis au courant. Ce dernier statue.
- Les installations provisoires autorisées dans la présente décision doivent être démontées après trois ans au plus.

3. **Des émoluments**

Les émoluments relatifs à la présente décision sont calculés en fonction du temps consacré à la cause et fixés dans une décision de l'OFAC séparée. L'émolument, qui comprendra également les frais éventuellement fixés par les autres autorités fédérales, est à la charge du requérant.

Les frais liés à la surveillance des charges seront facturés de manière indépendante.

4. De la communication

La présente décision est notifiée sous pli recommandé à :

- Aéroport International de Genève (AIG), Direction Infrastructures, Case postale 100, 1215 Genève 15 (avec les plans approuvés).

La présente décision est communiquée pour information (par courriel) à :

- Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), Section SIAP, 3003 Berne ;
- Office fédéral de l'environnement (OFEV), Section EIE et organisation du territoire, 3003 Berne ;
- Canton de Genève, Département du territoire, Office des autorisations de construire, Rue David-Dufour 5, Case postale 22, 1211 Genève 8.

Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la communication

p.o. Francine Zimmermann
Vice-directrice de l'Office fédéral de l'aviation civile

Annexe

- Examen spécifique à l'aviation de l'OFAC du 20 juillet 2022.

Voie de droit

La présente décision peut, dans les 30 jours suivant sa notification, faire l'objet d'un recours écrit auprès du Tribunal administratif fédéral, Case postale, 9023 Saint-Gall. Le délai de recours commence à courir le lendemain de la notification personnelle aux parties.

Le mémoire de recours doit être rédigé dans l'une des langues officielles de l'administration et contiendra les conclusions, les motifs et les moyens de preuve invoqués à son appui et devra porter la signature du recourant. La décision attaquée ainsi que les moyens de preuve, de même qu'une procuration en cas de représentation seront joints au recours.